

## “Grecia tendría que salir del euro”. Entrevista al economista Daniel Albarracin

histoireetsociete

«

Entretien avec Daniel Albarracin, un économiste membre de la commission internationale qui audite la dette grecque.

Quelles sont les conclusions principales de votre travail ?

*J'ai changé mon point de vue. Jusqu'à il y a peu de mois encore je pensais que sortir de l'euro n'était pas une priorité, mais maintenant il ne reste pas à la Grèce un scénario plus réaliste que sortir de l'euro ».*



*Nous nous sommes concentrés en particulier sur le Fonds Européen de Stabilité Financière, qui de plus possède pratiquement la moitié de la dette grecque pour le moment est le plus à gauche de tous les fonds qui l'assument. Nous avons aussi découvert que c'est un fonds illégal, constitué par une série incomplète de pays de l'UE, qui réside au Luxembourg et qui a le même comportement qu'un fond vautour. Il conditionne des institutions européennes en étant un fonds de sortie de l'UE. Il conditionne l'approvisionnement et le déboursement des prêts de la part de la BCE.*

C'est le Fonds Européen de Stabilité Financière qui a aujourd'hui pour successeur, le Mécanisme de Stabilité Financière. Il est privé mais il est aux mains de quelques états membres. Il siège au Luxembourg c'est-à-dire que la législation est externe à l'UE, et c'est pourquoi complètement illégal.

De fait, l'expertise des cinq présidents, qui est comme un deuxième Maastricht, nous tombera dessus très promptement si nous ne l'évitons pas. Le Mécanisme Européen de Stabilité Financière veut être légalisé et s'introduire à l'intérieur des traités. C'est un instrument de domination financière du premier niveau, qui donnerait le pouvoir aux principaux pays et surtout à ceux qui représentent à travers les institutions européennes un pouvoir presque universel

Quel est le but de l'audit que vous réalisez ?

L'audit nous permet d'identifier les parties illégales, odieuses, insoutenables et illégitimes dans l'ensemble de la dette. Une dette odieuse ou illégale devrait non seulement ne pas être payée, mais aboutir aussi à une poursuite pénale. Mais quand a perçu quel est le godelureau qui convoque le tribunal de Merkel, à Draghi ... La partie de la BCE est illégale aussi, celle du FMI est illégitime combien au moins une bonne partie de la dette s'inscrit en violation des droits de l'homme, et tout aussi insoutenable socialement.

Cette dernière partie devrait être restructurée, ne pas accepter de la payer, et il faudrait protéger le petit épargnant et les fonds de pension. On ne peut pas traiter de la même façon tout le monde. Il devrait y avoir un impayé sélectif, sous notre point de vue. Une autre chose est ce que va faire le gouvernement. Il y a des éléments juridiques, économiques et financiers pour justifier une décision de cette nature

Qu'est-ce qui implique que la dette est illégitime ? Pourquoi s'agit-il de celle du FMI ?

Simplement parce que les mémorandums d'entente de 2010 et 2012 montrent qu'il a transféré sa position de risque à la banque privée de l'Europe centrale et cela a été fait sans consentement, sans une consultation démocratique. Par cela c'est haïssable. Cela a été fait au bénéfice d'une minorité et au détriment de la majorité sociale. Dans ce cas il est question de la majorité de la population grecque mais aussi la population européenne,

parce que ceux qui vont devoir répondre de l'impayé être les contribuables européens.

Vous dites que le fonds détient 50 % de la dette, mais: quel pourcentage revient-il au FMI ?

Autour de 7 %. 30 % sont des crédits privés. Et le reste ce sont des prêts bilatéraux, en provenance directement d'autres pays.

Que pensez vous de la stratégie du gouvernement grec dans les négociations ?

C'était une stratégie courageuse. Basée sur une intelligence de négociateur, de la bonne foi. Peut-être que ça n'a pas été suffisant dans une négociation avec quelqu'un qui pratique le chantage et il faudrait avoir utilisé d'autre type d'armes plus lourdes.

Comme lesquelles ?

Bon, la menace de sortie de l'euro, des choses qui n'étaient pas dans le programme de Syriza, en appeler aux recommandations de l'ONU dans une juste négociation, comme la demande d'une tribunal d'arbitrage. Et j'ajouterais un contrôle de mouvement des capitaux) depuis le début, pour que ne se soit pas produite la saignée des dépôts et la fuite des capitaux auxquels on a assisté. .

Et pourtant vous affirmez que la stratégie a été courageuse?

Oui, il y a beaucoup de stratégies courageuses. Celle-là de Syriza l'est, elle avait selon mon jugement de très bonnes choses et des choses qui sont améliorables.

Si le non triomphe au référendum que se passera-t-il,

Le robinet du financement sera coupé. Il faudra voir s'il y a une nouvelle offre des institutions européennes, ou bien directement un châtement infligé à la Grèce.

le gouvernement. doit avoir un plan B

Oui, il faudrait le mettre en place. L'ont-ils même imaginé?. Il faut savoir résoudre les questions autour de l'intervention bancaire, quelle politique monétaire ils vont suivre, des billets à ordre, un argent électronique, ou s'ils vont avoir une nouvelle banque centrale.

Vous croyez qu'ils n'ont pas encore mis en place ce plan ? Que cela semble trop improvisé.

Ils( n'ont pas voulu se compromettre avec ce plan en particulier. Ils ont toujours eu confiance dans les négociation et dans la possibilité d'arriver à un juste accord, ce qui ne lui a pas permis, alors qu'il était temps d'y penser à un Bon plan. Il y a beaucoup de gens qui ont ces plans mais le gouvernement n'a pas voulu se compromettre, il a dit que c'est une question de responsabilité des institutions européennes et qu'il serait pas juste que la Grèce se compromette avec aucun plan. Alors que l'instant fatidique est là.

La sortie possible de l'euro est-elle sur la table déjà ?

Ils ne veulent pas sortir de l'euro. Une autre chose est s'ils se trouvent poussés, qu'ils soient expulsés, ou que de fait ils restent sans euros ce qui est un peu différent On ne peut pas légalement expulser aucun pays de l'euro, bien que de fait si les euros n'y circulent plus ce serait du pareil au même. Mais cela n'équivaut pas à la sortie de l'euro. Le Gouvernement grec pourrait recentraliser les euros pour les transactions internationales et à l'intérieur du pays avoir un argent électronique pour les billets à ordre, un argent dévalué pour pouvoir fonctionner.

ON parle aussi d'une alliance possible avec la Russie, comme financier

Mais ce seraient des alliances de caractère ponctuel et de nature financière ou énergétique. D'un fait il y a des accords en germe concernant le passage des gazéoducs par le territoire grec. Mais bon, c'est une autre question qu'il faudra envisager, quel type de conditions et quels d'accords sont signés. La Grèce se sent partie de l'Europe et cherche à s'y maintenir. Évidemment, cela ne pourra pas être le même type de relation dans le cas dont les institutions européennes la maltraiteraient de la sorte.

En étant réalistes: croyez-vous que l'on pourrait changer l'UE de l'intérieur pour que ce genre de chose ne se reproduise pas ?

Bon, dans l'histoire il y a parfois des choses extraordinaires. Il pourrait y avoir une coalition de quelques pays qui mettaient le poing sur la table et renégocieraient une nouvelle UE, mais de mon point de vue cela est assez improbable. C'est pourquoi, les hypothèses les plus réalistes ne passent pas par là, sans vouloir totalement les écarter. Le plus réaliste est que pour qu'il y eût un changement dans l'UE des pays doivent désobéir, sortir, tracer sa propre voie et alors il sera possible de construire un nouveau cadre supranational avec un pied à l'intérieur, l'autre dedans, ou directement dehors.

Il faudrait commencer un peu depuis zéro, depuis le sud.

C'est possible. Je commencerais par ceux-ci, qui sont les pays plus défavorisés dans l'architecture de la Zone euro. mon point de vue a changé. Jusqu'à il y a peu de mois je pensais que sortir de l'euro n'était pas une priorité et maintenant cela me paraît le scénario le plus réaliste que la Grèce sorte de l'euro.

Ce qui arrive consiste en ce qu'elle resterait seule, au moins jusqu'à il y ait un signe politique de changement d'autres pays.

Il faudrait voir si dans d'autres pays, arrivent d'autres nouveaux gouvernements qui se solidarisent avec la Grèce et celle-ci aurait à jouer seule ou bien avec les BRICS, en essayant de construire un nouveau type d'union. Avec des conditions qui doivent aussi être posées, parce que tout à coup la Chine ou la Russie peuvent vouloir s'approprier son patrimoine. Je ne crois pas non plus que cela convienne à la Grèce.

D'un autre côté l'axe politique est tel. Il ne semble pas probable que la Grèce puisse librement se rapprocher d'autres puissances.

.La Grèce joue un rôle géopolitique stratégique central. C'est pour cela que les EU veulent qu'il y ait un accord, parce que ses bases militaires sont là, parce qu'il est un client excellent, un acheteur d'armes Elle est tout près de la Libye, pas très loin de l'Ukraine ni de Proche Orient. Elle est près de la Turquie. C'est une pièce clef pour les relations avec la Russie. En Grèce beaucoup de choses se jouent. Ce n'est pas seulement la question financière, le géostratégica peut jouer un rôle décisif dans l'avenir de la Grèce. Si tout l'opposé arrive et si dans le référendum il est OUI: qu'est-ce qui arriverait ?

Le gouvernement, je ne crois pas qu'il puisse appliquer une politique qui ne soit pas conforme à ses engagements. IL irait vers de nouvelles élections, parce que ce vote irait contre le programme de Syriza.

Et la Grèce pourrait supporter de nouvelles coupes?

Ami, tu peux tuer les gens par la faim. Mais bien sûr ce serait politiquement inacceptable et pour le gouvernement de Syriza cela serait insupportable.